



## MÉMOIRE SUR LES ARTICLES 7 ET 8 DU PROJET DE LOI N° 216 PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Le mardi 20 mai 2008.

### NOTRE GROUPE

Nous sommes une association incorporée qui regroupe des citoyens ainsi que des groupes environnementaux et leurs représentants. Nous nous sommes donné comme mission la sauvegarde, la conservation et la mise en valeur des îles Saint-Joseph, aux Vaches et Saint-Pierre situées au Nord-Est de Laval dans la rivière des Mille Îles.

### PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

La Ville de Laval a déposé à la Commission de l'aménagement du territoire un Projet de loi d'intérêt privé demandant d'adopter les éléments suivants, tel que publié dans le Projet de loi n° 216 :

7. *Le règlement numéro L-2001-2603, adopté le 5 février 2001, ne peut être invalidé pour le seul motif que toutes les formalités prévues à la section V du chapitre IV du titre I de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme n'auraient pas été suivies.*
8. *L'article 7 n'affecte pas une cause pendant le 23 avril 2008.*

### IRRÉGULARITÉS

En 2001, en vue de l'adoption du règlement L-2001-2603, la Ville de Laval a publié **un avis de consultation publique qui ne comprenait ni croquis, ni noms de rues, ni avis de référendum tel que prescrit par la loi. L'avis tel que publié portait clairement à confusion, et les citoyens ne pouvaient comprendre qu'ils étaient conviés à une assemblée de consultation publique visant un changement d'usage.**

En effet, ils ont été trompés par la seule référence à l'application d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) qui y figurait. Dans les faits, cette procédure d'urbanisme normalement souhaitable, **dissimulait une modification de l'usage des zones « RX » afin d'y permettre la construction d'unifamiliales isolées, non plus exclusivement le long des voies existantes tel que le prescrivait le règlement de zonage antérieur, mais partout dans la zone.**

**La méprise a donc eu pour effet que l'usage de 131 zones, c'est-à-dire 5 à 10% du territoire lavallois, a été modifié sans que cette modification de zonage ne soit soumise au processus référendaire pour les personnes habiles à voter. Des avis juridiques obtenus indiquent hors de tout doute que des irrégularités graves, voire même illégales, ont eu lieu dans le processus d'adoption du règlement. Ceci cause des préjudices graves aux citoyens en les privant de leur droit d'approbation référendaire. L'Assemblée nationale ne devrait pas cautionner cette façon d'agir en entérinant la demande de la Ville de légaliser sa démarche cavalière À L'AIDE D'un projet de loi d'intérêt privé**

### UNE PLAINTÉ ET UNE DEMANDE D'ENQUÊTE EN LITIGE

Lorsque des avis juridiques indiquant hors de tout doute que la Ville avait commis des irrégularités graves ont été rendus publics, une plainte a été adressée au Ministère des Affaires Municipales et des Régions. Elle fut suivie d'une demande d'enquête publique venant d'un groupe de citoyens.

Alors que la plainte et la demande sont toujours à l'étude et que des citoyens attendent et espèrent toujours l'ouverture d'une commission d'enquête qui ferait toute la lumière sur les irrégularités sévères du règlement de zonage, Laval interpelle le Gouvernement et lui demande de valider ce qui fait justement l'objet de tout ce mécontentement.

**Le règlement de zonage L-2001-2603 est présentement en litige et l'Assemblée nationale ne devrait pas confirmer la validité d'un règlement au moment même où une enquête du Ministère des Affaires municipales et des Régions questionne justement sa validité.**

#### PROTECTION DE FAIT

**Parmi les 131 zones visées par le règlement, trois sont particulièrement exceptionnelles au plan social, écologique et environnemental. Il s'agit des grandes îles de la rivière des Mille Îles : les îles Saint-Joseph, aux Vaches et Saint-Pierre.**

Le règlement qui était en vigueur entre 1970 et l'entrée en vigueur du règlement L-2001-2603 procurait une certaine forme de protection pour la sauvegarde de ces îles. En effet, puisque tout changement d'usage nécessitait une consultation publique, les citoyens des zones contiguës à ces îles ont à chaque fois été consultés lorsqu'un projet de développement était proposé. Ils s'y sont toujours fortement opposés, et conséquemment, les projets ont toujours été rejetés.

**Le fait d'étendre à toute une zone ce qui n'était auparavant permis que sur une infime partie de celle-ci a donc eu pour conséquence de retirer cette forme de statut de protection des îles.**

#### LA VILLE PEUT REPRENDRE LE PROCESSUS DE MODIFICATION DE ZONAGE

La Ville de Laval a toute la liberté d'abroger son règlement L-2001-2603 et de revenir au règlement antérieur, puis de reprendre le processus de modification de zonage afin que tout soit fait dans les normes, en accord avec les lois en vigueur. De cette manière **la Ville se trouverait en quelque sorte à valider son règlement, et de ce fait, à atteindre le même objectif que celui qu'elle poursuit auprès de l'Assemblée nationale. Cette dernière n'a donc pas à confirmer la validité du règlement de la Ville.**

#### DROITS DES CITOYENS

Ce n'est pas par légalisme que nous contestons la légalité du règlement L-2001-2603, mais plutôt parce que **le manque de transparence de l'avis de consultation publique constituait un manque de respect vis à vis les citoyens. Nous avons été choqués de la manière dont la population a été brimée dans ses droits démocratiques d'être consultée, un droit prescrit par le Ministère des Affaires municipales et des Régions.**

Pour les citoyens, les coûts prohibitifs que comporte une poursuite et les risques d'être poursuivis à leur tour sont des freins importants qui empêchent les recours aux tribunaux pour défendre leurs droits. Ainsi, **dans le système juridique que nous avons mis en place, porter plainte et demander une enquête publique au Ministère des Affaires Municipales et des Régions apparaissent comme les seuls recours qui leur sont véritablement accessibles.**

**La Commission parlementaire et l'Assemblée nationale ne devraient pas cautionner les manquements à la démocratie de la Ville de Laval.**

.

#### ATTENTES

**Pour toutes les raisons énoncées ci haut, ce que nous demandons aux députés de la Commission parlementaire et de l'Assemblée nationale, c'est de s'opposer et de voter contre les articles 7 et 8 du Projet de loi n° 216.**